Le 20-05-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Publié 16/05/2017 23:15
|
Mise à jour 16/05/2017 23:45

PARIS NORMANDIE.fr

Élections. Dans la 5e circonscription, le parti de la démondialisation dévoile le nom de son binôme candidat à l'élection, les 11 et 18 juin, à l'Assemblée nationale.

Le Pardem, parti de la démondialisation, présente deux candidats aux élections législatives dans la 5e circonscription de Seine-Maritime. Il s'agit de Benoît Martin, titulaire, et Annick Plançon, sa

suppléante.
Benoît Martin, Bolbécais, est cadre ingénieur dans une entreprise de télécommunication. Il s'est engagé au Pardem il y a un an, après deux années au sein du M'PEP, parti de l'émancipation du peuple. Il est engagé sur le plan syndical à la CGT au sein de son entreprise et en tant que militant.
Il a également été parent d'élèves élu à la FCPE pendant cinq ans. À ses côtés, Annick Planchon est sa suppléante.

Pourquoi vous présentez-vous à ces élections législatives ?
B. M. : « Il s'agit de faire entendre un discours différent de tous ceux entendus pendant les présidentielles. Nous souhaitons faire connaître nos idées antimondialisation, anti-néolibéral, contre le libre-échange. Nous voulons sortir de l'Europe, nous opposer à Macron qui incarne la finance.
Pour nous, la mondialisation repose sur trois piliers : le libre-échange qui encourage le chômage, la précarité et les bas salaires du fait des délocalisations et mène à la désindustrialisation. Les prix agricoles ne permettent plus aux agriculteurs de vivre. Les petits commerces ferment au profit des grandes surfaces. La concurrence s'applique à présent au social, à l'éducation, à la culture, aux soins. Le deuxième point est la dictature des marchés financiers qui favorise la spéculation, la pression sur les petites et moyennes entreprises, les délocalisations. Enfin, ces institutions supranationales qui étouffent la France, l'Union européenne dont nous voulons sortir, le FMI, l'OMC et l'Otan. Elles ont pris le pouvoir et nous imposent les politiques néolibérales. »

Quelles sont vos priorités pour la circonscription ?
B. M. : « Nous avons des propositions pour favoriser l'emploi, comme l'arrêt des délocalisations des industries et des services tels que la télécommunication avec les centres d'appel basés à l'étranger. Nous sommes sur une politique pour un meilleur pouvoir d'achat. Le deuxième point concerne les services publics qui ferment, entre les problèmes de fermeture de classes, voire d'école, des bureaux de poste, des services incendie et secours, des établissements de service public, ce qui oblige les gens à se renseigner via Internet, sans contact. Concernant les hôpitaux, nous souhaitons plus de personnel, moins de mise en danger des patients, l'arrêt de tarification à l'activité, et surtout le maintien des petites structures hospitalières et de maternité. »

En quoi pensez-vous être plus pertinent que les autres candidats ?
B.M. : « Nous avons un programme de démondialisation cohérent qui a pour but de ne pas plaire à tout le monde. Le département est ouvert sur le monde via nos activités portuaires. Il faut des accords commerciaux et des échanges équilibrés. Il faut limiter la spéculation et imposer l'emploi au lieu de donner aux grandes entreprises. Il y a des emplois partout, dans les crèches, les hôpitaux. Nous voulons sortir de l'Union européenne sans ambiguïté pour agir hors de ce carcan. Pour l'agriculture, il faut des échanges, des cultures vivrières, les prix fixés hors de la bourse, la vente via des filières avec une marge des actionnaires en baisse pour une augmentation des salaires des agriculteurs. »

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire